KONRAD ADENAUER STIFTUNG
France

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de l'actualité allemande

Du 8 au 14 octobre 2026

Lors de sa visite d'adieu en France, le président allemand Frank-Walter Steinmeier a été accueilli avec les honneurs par Emmanuel Macron. Tous deux, élus à quelques mois d'intervalle, quitteront leurs fonctions au printemps 2027. Au-delà de leur relation personnelle, cette rencontre intervient dans un contexte politique difficile : guerre en Ukraine ; polarisation des sociétés ; progression des mouvements radicaux. Steinmeier a réaffirmé son attachement à une Allemagne ancrée dans l'Union européenne, assurant que son pays resterait un partenaire européen fiable, notamment en matière de sécurité. Le président allemand a ainsi voulu souligner l'importance de la coopération franco-allemande face aux menaces pesant sur la démocratie et l'unité européenne. La visite a également été marquée par la signature d'un nouvel accord-cadre pour l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ). Celui-ci prévoit l'intégration du Fonds citoyen franco-allemand, qui soutient les projets transfrontaliers portés par des citoyens et des associations. La visite s'est achevée le lendemain à Bordeaux par ne visite conjointe de sites de recherche et de défense.

La démission surprise de Bärbel Bas de ses fonctions de ministre du Travail et de coprésidente du Parti social-démocrate allemand (SPD) ouvre une période d'incertitude au sein du parti. Annoncée lundi, sa décision est motivée par un deuil familial ainsi que par des attaques publiques qu'elle dit avoir subies de la part de membres du partenaire de coalition. Son départ contraint le SPD à revoir son organisation. Le poste de ministre du Travail revient à Alexander Schweitzer, ancien ministre-président de Rhénanie-Palatinat. Le SPD doit désormais renouveler sa direction lors d'un congrès prévu d'ici la fin d'année. Lars Klingbeil, ministre des Finances et vice-chancelier, n'a pas encore annoncé s'il briguerait un nouveau mandat, tout en affirmant vouloir privilégier la meilleure configuration pour le parti. Plusieurs successeurs potentiels, dont Manuela Schwesig, Anke Rehlinger et Boris Pistorius, ont écarté cette possibilité. Aucune candidature officielle n'a été annoncée.

Les discussions exploratoires en vue d'une coalition entre Die Linke, les Verts et le SPD à Berlin sont suspendues en raison d'un désaccord sur la lutte contre l'antisémitisme. La présidente des Verts, Franziska Brantner, reproche à Die Linke de ne pas avoir respecté un accord préalable sur la gestion des incidents antisémites au sein du parti. Le différend porte sur une déclaration signée séparément par les députés de Die Linke, jugée suffisamment différente par les Verts et le SPD pour nécessiter un examen avant toute reprise des discussions. La direction de Die Linke affirme que cette déclaration reprend l'accord initial et réaffirme son engagement en faveur de la sécurité des personnes juives. La controverse concerne également la députée Vanessa Emde, critiquée pour certaines déclarations jugées antisémites par ses détracteurs, accusations qu'elle rejette. La CDU se dit prête à discuter d'une éventuelle coalition sous sa direction.

Près de quatre ans après les explosions ayant endommagé les gazoducs Nord Stream en mer Baltique, le procès d'un ressortissant ukrainien soupçonné d'avoir participé au sabotage s'ouvre le 14 octobre à Hambourg. Cette affaire relance le débat sur le soutien allemand à l'Ukraine. L'AfD et le BSW réclament l'arrêt des livraisons d'armes et des aides financières à Kiev, ainsi que des sanctions et des demandes de réparations à l'encontre de l'Ukraine si sa responsabilité est établie. Le SPD et les Verts estiment nécessaire de laisser la justice déterminer les responsabilités, tout en mettant en garde contre les conséquences d'un arrêt de l'aide militaire, qui pourrait favoriser la Russie. Le chancelier

Friedrich Merz défend pour sa part le soutien à Kiev au nom de la sécurité de l'Allemagne et de l'Europe. Cette opposition s'est également manifestée en Saxe-Anhalt, où l'AfD et le BSW ont demandé une session extraordinaire du Parlement régional afin de réclamer la suspension des livraisons d'armes et des aides financières à l'Ukraine, ainsi que la levée des sanctions contre la Russie, au profit de négociations de paix. Le SPD, les Verts et Die Linke ont déposé des motions alternatives pour condamner l'agression russe, initiative toutefois symbolique, ces décisions relevant du gouvernement fédéral et de l'Union européenne.

A Wiesbaden, l'OTAN organise jusqu'au 15 octobre l'exercice militaire de simulation « Avenger Triad », auquel participent quelque 20 000 militaires de l'Alliance. L'objectif est de tester la capacité des forces alliées à réagir rapidement et efficacement à une crise ou à un conflit potentiel sur le flanc oriental de l'OTAN, du Cap Nord jusqu'à la mer Noire. Jusqu'à 150 militaires y travaillent en continu, dans un centre équipé de technologies de communication avancées. Les informations y sont collectées, traitées à l'aide de l'intelligence artificielle, puis analysées par des spécialistes afin de faciliter la prise de décision. L'exercice met l'accent à la fois sur la coordination opérationnelle et sur l'interconnexion des forces américaines et alliées, tant sur le plan technique qu'humain.

À Berlin, environ 150 élèves du Lycée français ont bloqué les entrées de leur établissement le 12 octobre pour exprimer leur solidarité avec les mobilisations lycéennes en France et dénoncer les conditions d'enseignement. Organisée en amont sur WhatsApp, l'action visait à perturber une épreuve commune à plusieurs classes. Les élèves souhaitaient donner une dimension internationale au mouvement. La mobilisation s'est poursuivie par un rassemblement devant la porte de Brandebourg, achevé dans le calme. Un adolescent de 15 ans fait toutefois l'objet d'une enquête pour tentative de violences envers un policier, tandis qu'une enquête a aussi été ouverte concernant le non-respect des règles de déclaration des manifestations. La direction de l'établissement et la sénatrice berlinoise à l'Éducation, Katharina Günther-Wünsch, ont condamné le blocage, estimant que le droit de manifester ne justifie pas d'entraver les cours.

Le gouvernement allemand a approuvé le 14 octobre un projet visant à interdire, en principe, l'accès aux réseaux sociaux aux enfants de moins de 13 ans, sauf pour les services spécifiquement conçus pour eux. Pour les adolescents de 13 à 18 ans, des restrictions d'utilisation graduées sont prévues. Cette réglementation transitoire doit s'appliquer dans l'attente d'un cadre européen harmonisé. À partir de 2027, le portefeuille d'identité numérique allemand « d-you » devra aussi permettre de vérifier l'âge des utilisateurs auprès des services en ligne.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES

Après la démission de Bärbel Bas de ses fonctions, l'ancien président du parti **Sigmar Gabriel** a vivement critiqué, sur le plateau de l'émission Markus Lanz, les tensions entre la CDU/CSU et le SPD au sein de la coalition. Il a dénoncé les débats sur un éventuel remplacement du chancelier Friedrich Merz, alimentés jusque dans les rangs de son propre camp. Selon lui, une telle perspective est absurde en l'absence de candidat prêt à lui succéder. Gabriel estime que le SPD a tout intérêt à ce que le chancelier réussisse, car l'échec de l'un fragiliserait l'autre. Il a mis en garde contre le risque de voir les deux grandes formations traditionnelles s'affaiblir mutuellement au profit de l'AfD : « Nous creusons les tombes des grands partis populaires, sur lesquelles l'AfD viendra danser. »

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

22

L'Allemagne est la première destination de vacances des Allemands. En 2025, **22** % des Allemands partis en vacances ont séjourné dans leur propre pays, contre 15 % en Espagne, 7,8 % en Turquie, 7,7 % en Italie et 5,6 % en Grèce. Pour les courts séjours, la préférence nationale est encore plus marquée : 72 % se déroulent en Allemagne. Sur les 192 millions d'arrivées touristiques enregistrées dans le pays, 155 millions concernaient des visiteurs allemands. Ceux-ci représentaient également 414 des 497 millions de nuitées comptabilisées. Cette popularité s'explique par la diversité des paysages et du patrimoine historique ainsi que par une offre d'hébergement variée, souvent familiale et indépendante. L'Allemagne échappe aussi à la surfréquentation des stations balnéaires méditerranéennes. C'est ainsi que le tourisme international occupe une place relativement limitée, qui se classe néanmoins au huitième rang des destinations touristiques mondiales. Le secteur représente moins de 4 % de son activité économique.